

- 2° l'effectif du personnel supplémentaire qui sera éventuellement engagé pour l'exécution du projet, avec mention de la fonction de ce personnel;
- 3° l'indication des organismes privés avec lesquels des conventions seront éventuellement conclues;
- 4° la date à laquelle le projet prend cours et sa durée;
- 5° les obligations éventuelles résultant de la collaboration à des recherches, à la rédaction de rapports, etc;
- 6° l'engagement éventuel de coopérer à l'encadrement prévu pour le projet;
- 7° l'engagement d'observer les règles et obligations reprises aux articles 4 et 5 du présent arrêté.

Art. 4. La subvention visée à l'article 1er est accordée si les conditions suivantes sont remplies :

1° satisfaire aux critères fixés dans les circulaires des 14 juillet 1989 et 2 octobre 1989 concernant les projets en faveur des groupes défavorisés;

2° les administrations et les organismes mentionnés à l'article 1er ne peuvent recevoir pour les projets des subventions qui dépassent le montant fixé à l'article 1er, § 3;

3° les subventions pour les frais de personnel sont calculées sur la base des charges et rémunérations légales, selon les échelles de traitement liées aux fonctions et aux grades correspondants, majorées des cotisations patronales légales. Les charges patronales comprennent également le pécule de vacances, le pécule de vacances anticipé octroyé lors de la cessation des fonctions et la prime de fin d'année.

Lorsqu'il s'agit de projets exécutés par des organismes privés, la commune et/ou le C.P.A.S. veillent à ce que les échelles de traitement applicables dans la commune et le C.P.A.S. ne soient pas excédées;

4° les projets ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un double octroi de subventions des autorités publiques même en application d'un autre régime de subventionnement.

Art. 5. Sous réserve des dispositions relatives à l'exécution du contrôle administratif des budgets et des comptes des communes et/ou C.P.A.S., les administrations et organismes visés à l'article 1er, § 3, sont tenus de soumettre les pièces justificatives relatives à l'affectation des subventions, sur les lieux aussi bien que par correspondance, et d'accepter le contrôle de l'affectation des fonds octroyés.

Art. 6. Dès que les Ministres flamands ont approuvé les conventions visées à l'article 2, une première tranche peut être payée à concurrence de 90 % de la subvention. Pour justifier cette avance les communes et les C.P.A.S. introduisent trimestriellement les pièces justificatives nécessaires relatives aux traitements et frais de fonctionnement payés. A défaut de pièces justificatives ou lorsqu'il ressort des pièces que des irrégularités ont été commises, l'avance payée peut être recouvrée en tout ou en partie.

Dans le mois qui suit la fin du projet un rapport financier et d'évaluation est remis à l'Administration de la Famille et de l'Aide sociale, Cellule de Lutte contre la Pauvreté de la Communauté flamande. Le solde final de 10 % est liquidé après contrôle et approbation du compte final et après l'avis de l'Inspection des Finances.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1993.

Art. 8. Le Ministre flamand de l'Emploi et des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 juillet 1993.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Emploi et des Affaires sociales,

Mme L. DETIEGE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 2604

[C — 27481]

9 SEPTEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 27 juin 1991 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 27 juin 1991 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire;

Vu l'avis de la commission consultative pour l'agrément des entreprises de travail intérimaire;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions préliminaires

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° le décret : le décret du Conseil régional wallon du 27 juin 1991 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire;

2° le Ministre : le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions;

3° la commission : la commission d'agrément instituée par l'article 2 du décret;

4° l'Administration : la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne.

CHAPITRE II. — *Agrément*

Art. 2. L'agrément en tant qu'entreprise de travail intérimaire ou le renouvellement de l'agrément est accordé par le Ministre.

Art. 3. § 1er. La demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément en tant qu'entreprise de travail intérimaire est adressée au Ministre par lettre recommandée à la poste.

La demande de renouvellement d'agrément est introduite auprès du Ministre au moins trois mois avant l'expiration de la validité de l'agrément.

§ 2. La demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément d'une entreprise de travail intérimaire ayant son siège social en Région wallonne est accompagnée des pièces suivantes :

- 1° une copie certifiée conforme de l'acte constitutif de la société commerciale dont les statuts prévoient comme activité exclusive la mise au travail temporaire de travailleurs intérimaires auprès d'utilisateurs;
- 2° la liste nominative des administrateurs, des gérants et des personnes qui sont habilitées à engager la société ainsi que, pour chacun d'entre eux, un certificat de bonnes vie et mœurs délivré depuis moins de six mois;
- 3° la preuve que la société a un capital social entièrement libéré d'au moins 1 250 000 FB;
- 4° le document par lequel l'entreprise s'engage à respecter les conditions prescrites par l'article 5, 9° à 13°, du décret;
- 5° une déclaration sur l'honneur que les conditions fixées à l'article 5, 3° à 7°, du décret sont remplies;
- 6° la preuve que l'entreprise n'est pas redevable d'arriérés d'impôts ou de cotisations au sens de l'article 5, 8°, du décret.

§ 3. Si la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément émane d'une entreprise ayant son siège social dans la Région de Bruxelles-Capitale, en Région flamande ou dans un autre Etat Membre de la Communauté économique européenne, elle est accompagnée des pièces visées au § 2 ou des documents qui établissent que l'entreprise bénéficie, dans la Région ou l'Etat où son siège social est fixé, d'un agrément ou d'une autorisation dont l'octroi a été subordonné à la réunion de conditions équivalant à celles qui sont en vigueur dans la Région wallonne. La demande mentionne en outre le nom de la personne physique domiciliée en Belgique visée à l'article 6, § 1er, du décret; y est joint un certificat de bonnes vie et mœurs délivré depuis moins de six mois.

La demande comprend en outre :

- 1° une copie de l'agrément accordé par la Région de Bruxelles-Capitale, la Région flamande ou par la Région ou le pays d'origine de la Communauté économique européenne si l'entreprise de travail intérimaire en bénéficie;
- 2° le document comportant le nom de la personne physique domiciliée en Belgique telle que visée à l'article 6, § 1er, du décret ainsi que son certificat de bonnes vie et mœurs.

§ 4. Si la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément émane d'une entreprise dont le siège social n'est pas situé sur le territoire d'un Etat Membre de la Communauté économique européenne, elle est accompagnée des pièces visées au § 2 et au cas où ces pièces ne peuvent être fournies, de toutes les pièces devant permettre à la commission de juger si, en ce qui concerne les conditions visées à l'article 5 du décret que l'entreprise de travail intérimaire n'est pas en mesure de remplir, elle satisfait à des conditions équivalentes dans son pays d'origine.

La demande comprend en outre :

- 1° une copie de l'agrément ou de l'autorisation requis dans le pays où l'entreprise a son siège social, si la réglementation de ce pays le prévoit;
- 2° la mention du nom de la personne physique domiciliée en Belgique, visée à l'article 7, 1°, du décret, ainsi qu'un certificat de bonnes vie et mœurs délivré depuis moins de six mois;
- 3° la preuve qu'elle opère de manière active comme entreprise de travail intérimaire dans son pays d'origine;
- 4° la preuve de son affiliation à un secrétariat social d'employeurs agréé en Belgique;
- 5° une copie des textes légaux et réglementaires relatifs au travail intérimaire applicables dans son pays d'origine.

§ 5. Si les originaux sont rédigés dans une autre langue que le français, une traduction en français effectuée par un traducteur assermenté est jointe à la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément.

Cette disposition n'est toutefois pas applicable aux entreprises ayant leur siège social en Communauté germanophone.

Art. 4. § 1er. Dès réception de la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément comme entreprise de travail intérimaire, et de tous les documents qui doivent y être annexés en vertu du présent arrêté, l'Administration transmet la demande et les annexes pour avis à la commission.

Dès réception de la demande et des pièces visées à l'alinéa 1er, la commission dispose d'un délai de soixante jours pour émettre un avis. Moyennant l'accord du Ministre, ce délai peut être prolongé de trente jours. A défaut d'avis rendu au terme de ce délai, la commission est réputée avoir rendu un avis favorable.

§ 2. Dans un délai de soixante jours à compter de la réception de la demande d'agrément, la commission invite l'entreprise de travail intérimaire à lui fournir les documents ou renseignements supplémentaires qu'elle estime nécessaires pour apprécier si les conditions d'agrément sont remplies. Dans ce cas, le délai visé au § 1er, alinéa 2, est suspendu jusqu'au moment de la réception des documents ou renseignements demandés. A la demande de l'entreprise de travail intérimaire ou sur convocation de la commission, cette dernière entend les représentants de l'entreprise de travail intérimaire. Celle-ci peut se faire assister par un conseil.

La commission ne peut proposer au Ministre le refus ou le non-renouvellement de l'agrément qu'après avoir convoqué préalablement les responsables de l'entreprise afin de les entendre.

Art. 5. § 1er. Les décisions du Ministre en matière d'agrément ou de renouvellement d'agrément sont notifiées au demandeur par lettre recommandée à la poste, communiquées à la commission et publiées au *Moniteur belge*.

§ 2. La décision relative à l'octroi d'un agrément ou d'un renouvellement d'agrément mentionne notamment la durée de la validité de l'agrément.

§ 3. Le Ministre enregistre l'agrément sur une liste numérotée. Le numéro de l'agrément est communiqué à l'entreprise de travail intérimaire. La liste des entreprises de travail intérimaire agréées est publiée au *Moniteur belge* au début de chaque année.

CHAPITRE III. — *Retrait d'agrément*

Art. 6. § 1er. D'initiative ou à la demande de la commission, le Ministre peut retirer l'agrément en application de l'article 9 du décret.

§ 2. Dans les mêmes conditions, le Ministre charge les agents et fonctionnaires désignés en vertu de l'article 10 du présent arrêté d'ouvrir une enquête :

1° si des indices sérieux permettent de présumer qu'une ou plusieurs conditions d'agrément ne sont plus réunies par l'entreprise de travail intérimaire;

2° si les faits portés à la connaissance de la commission révèlent des manquements ou des infractions à la législation sur le travail intérimaire.

§ 3. La commission reçoit les rapports d'inspection et la copie des avertissements établis par les agents et fonctionnaires visés au § 2 et adressés aux entreprises.

§ 4. Après avoir convoqué les responsables de l'entreprise afin de les entendre, la commission donne au Ministre l'avis demandé, ou lui soumet une proposition de retrait.

Si l'avis de la commission est favorable ou défavorable au retrait, le Ministre ne retire l'agrément qu'après avoir convoqué préalablement lesdits responsables afin de les entendre.

§ 5. Les décisions du Ministre en matière de retrait d'agrément sont notifiées à l'entreprise de travail intérimaire par lettre recommandée à la poste, communiquées à la commission et publiées au *Moniteur belge*.

CHAPITRE IV. — *Rapport d'activités*

Art. 7. § 1er. Entre le 19e et le 22e mois d'activité de la période de deux ans prévue par l'article 3, alinéas 1er et 2 du décret, l'entreprise de travail intérimaire transmet un rapport d'activités à l'Administration.

L'Administration analyse ledit rapport et le transmet avec ses remarques éventuelles à la commission.

§ 2. Après l'expiration de la période probatoire de deux ans, l'entreprise transmet, dans les trois mois qui précèdent chaque période écoulée de deux ans, un rapport d'activités à l'Administration.

Art. 8. Le rapport d'activités visé à l'article 7 du présent arrêté doit permettre à la commission d'acquérir une meilleure connaissance du marché de l'emploi couvert par l'entreprise.

Il comporte au minimum les éléments suivants :

1° les liens économiques et financiers entre l'entreprise de travail intérimaire et d'autres entités juridiques et économiques;

2° le bilan, le compte de résultats et l'annexe visés par la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;

3° l'organigramme de l'entreprise;

4° la structure du personnel propre, le nombre de travailleurs et leurs qualifications;

5° les données annuelles concernant les intérimaires et les utilisateurs, à savoir :

a) le nombre d'heures facturées aux utilisateurs;

b) le nombre d'heures pour lesquelles une rémunération a été perçue par les intérimaires, réparties par secteur d'activité et selon le motif d'occupation;

c) le nombre de travailleurs intérimaires avec lesquels au moins un contrat de travail intérimaire a été conclu, répartis selon le sexe, la catégorie d'âge, la profession, le statut professionnel, le secteur d'activité et le motif d'occupation;

d) le nombre de contrats répartis selon le secteur d'activité et le motif d'occupation;

e) le coefficient de facturation minimum appliqué;

f) le nombre d'accidents de travail et leur degré de gravité;

g) toutes les informations relatives au respect de la réglementation et des conventions régissant le travail intérimaire;

h) la preuve que l'entreprise n'est pas redevable d'arriérés d'impôts ou de cotisations au sens de l'article 5, 8°, du décret.

CHAPITRE V. — *Informations*

Art. 9. § 1er. Toute entreprise de travail intérimaire informe dans les quinze jours, par lettre recommandée, le Ministre :

1° du remplacement de ses administrateurs, gérants ou personnes ayant le pouvoir d'engager la société. Elle lui communique que dans le même délai un certificat de bonnes vie et mœurs délivré, depuis moins de six mois, de ces personnes;

2° des changements intervenant dans son acte de fondation ou de ses statuts;

3° des modifications survenant dans les conditions d'exploitation telles que le changement d'adresse, le transfert du siège social, l'ouverture ou la fermeture de sièges d'exploitation;

4° de la cessation de son activité en tant qu'entreprise de travail intérimaire;

5° de sa fusion ou de son absorption.

§ 2. Le Ministre informe la commission des modifications susmentionnées dans les quinze jours de leur réception. La commission remet au Ministre dans les trente jours qui suivent la réception de ces informations, un avis sur la nécessité pour la société agréée de réintroduire une nouvelle demande d'agrément.

L'entreprise agréée conserve le bénéfice de l'agrément pendant toute la procédure définie à l'alinéa précédent et jusqu'à ce que le Ministre ait statué sur la nouvelle demande d'agrément.

CHAPITRE VI. — *Surveillance*

Art. 10. Le Ministre désigne au sein de l'Administration les agents et fonctionnaires chargés de contrôler l'application du décret et de ses arrêtés d'exécution.

CHAPITRE VII. — *Disposition transitoire*

Art. 11. La commission dispose d'un délai de nonante jours pour remettre un avis sur les demandes d'agrément des entreprises de travail intérimaire qui bénéficiaient déjà d'un agrément avant l'entrée en vigueur du décret et ce en application de la loi du 28 juin 1976 portant réglementation provisoire du travail temporaire, du travail intérimaire et de la mise de travailleurs à disposition d'utilisateurs et de l'arrêté royal du 16 décembre 1981 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire dans la Région wallonne.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 12. Le présent arrêté et le décret du 27 juin 1991 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire, à l'exception de son article 2, entrent en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel le présent arrêté aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 13. Le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 9 septembre 1993.

Le Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,
A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 93 — 2604

[C — 27481]

9. SEPTEMBER 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung
zur Ausführung des Dekrets vom 27. Juni 1991 über die Zulassung der Zeitarbeitsbetriebe

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom 27. Juni 1991 über die Zulassung der Zeitarbeitsbetriebe;

Aufgrund des Gutachtens der beratenden Kommission für die Zulassung der Zeitarbeitsbetriebe;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,

Beschließt die Wallonische Regierung :

KAPITEL I. — *Vorbestimmungen*

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1° « Dekret » : das Dekret des Wallonischen Regionalrats vom 27. Juni 1991 über die Zulassung der Zeitarbeitsbetriebe;

2° « Minister » : den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört;

3° « Kommission » : die durch Artikel 2 des Dekrets gegründete Zulassungskommission;

4° « Verwaltung » : die « Direction générale de l'Economie et de l'Emploi » (Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung) des Ministeriums der Wallonischen Region.

KAPITEL II. — *Zulassung*

Art. 2. Die Zulassung als Zeitarbeitsbetrieb oder die Verlängerung der Zulassung wird vom Minister gewährt.

Art. 3. § 1. Der Antrag auf Zulassung oder auf Verlängerung der Zulassung als Zeitarbeitsbetrieb wird dem Minister per Einschreiben zugeschickt.

Der Antrag auf Verlängerung der Zulassung wird dem Minister mindestens drei Monate vor Ablauf der Zulassungsgültigkeit eingereicht.

§ 2. Dem Antrag auf Zulassung oder auf Verlängerung der Zulassung eines Zeitarbeitsbetriebs, der seinen Gesellschaftssitz in der Wallonischen Region hat, werden folgende Unterlagen beigelegt :

1° eine beglaubigte Kopie des Gründungsvertrags der Handelsgesellschaft, deren Satzungen als ausschließliche Tätigkeit die zeitweilige Beschäftigung von Leiharbeitnehmern bei Entleihern vorsehen;

2° die Namenliste der Verwaltungsratsmitglieder, Geschäftsführer, Personen, die für die Gesellschaft verbindlich handeln dürfen, sowie für jeden von ihnen, ein vor weniger als sechs Monaten ausgestelltes amtliches Leumundszeugnis;

3° der Beweis, daß die Gesellschaft ein eingezahltes Gesellschaftskapital von mindestens 1 250 000 BEF besitzt;

4° das Dokument, durch das der Betrieb sich verpflichtet, die durch Artikel 5 9° bis 13° des Dekrets vorgeschriebenen Bedingungen einzuhalten;

5° eine Ehrenwortserklärung, daß die in Artikel 5 3° bis 7° festgelegten Bedingungen erfüllt werden;

6° der Beweis, daß der Betrieb weder Steuer- noch Beitragsrückstände im Sinne von Artikel 5 8° des Dekrets schuldet.

§ 3. Wenn die Zulassung oder die Verlängerung der Zulassung von einem Betrieb mit Gesellschaftssitz in der Region Brüssel-Hauptstadt, in der Flämischen Region oder in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft beantragt wird, müssen die in § 2 erwähnten Dokumente oder die Unterlagen zur Bestätigung, daß der Betrieb in der Region oder in dem Staat, wo sie ihren Gesellschaftssitz hat, über eine Zulassung verfügt, deren Gewährung von der Erfüllung von der in der Wallonischen Region geltenden Regelung entsprechenden Bedingungen abhängig ist, dem Antrag beigelegt werden. Im Antrag soll außerdem der Name der in Artikel 6 § 1 des Dekrets erwähnten natürlichen Person mit Wohnsitz in Belgien angegeben sein; ein vor weniger als sechs Monaten ausgestelltes Leumundszeugnis soll ebenfalls beigelegt werden.

Außerdem beinhaltet der Antrag :

1° eine Kopie der Zulassung, die von der Region Brüssel-Hauptstadt, der Flämischen Region oder der Region bzw. dem Mitgliedstaat der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft gewährt worden ist, wenn der Zeitarbeitsbetrieb eine solche Zulassung hat;

2° das Dokument unter Angabe des Namens der in Artikel 6 § 1 des Dekrets erwähnten natürlichen Person mit Wohnsitz in Belgien, zusammen mit ihrem Leumundszeugnis.

§ 4. Wenn die Zulassung oder die Verlängerung der Zulassung von einem Betrieb, dessen Gesellschaftssitz nicht auf dem Gebiet eines Mitgliedstaats der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft liegt, beantragt wird, müssen die in § 2 erwähnten Dokumente dem Antrag beigelegt werden, und falls diese Unterlagen nicht beschaffen werden können, muß jedes Dokument beigelegt werden, anhand dessen die Kommission beurteilen kann, ob, was die in Artikel 5 des Dekrets erwähnten Bedingungen, die der Zeitarbeitsbetrieb nicht erfüllen kann, betrifft, der Zeitarbeitsbetrieb in seinem Ursprungsland entsprechenden Bedingungen genügt.

Außerdem beinhaltet der Antrag :

- 1° eine Kopie der Zulassung oder der Erlaubnis, die im Ursprungsland, wo der Betrieb seinen Geschäftssitz hat, erforderlich ist, wenn es in der Regelung dieses Ursprungslandes vorgesehen ist;
- 2° die Angabe des Namens der in Artikel 7 1° des Dekrets erwähnten natürlichen Person mit Wohnsitz in Belgien, sowie ein vor weniger als sechs Monaten ausgestelltes Leumundszeugnis;
- 3° den Beweis, daß er in seinem Ursprungsland als Zeitarbeitsbetrieb aktiv tätig ist;
- 4° den Beweis seiner Mitgliedschaft in einem in Belgien zugelassenen Sozialsekretariat für Arbeitgeber;
- 5° eine Kopie der in seinem Ursprungsland anwendbaren gesetzlichen und verordnenden Texte über die Zeitarbeit.

§ 5. Wenn die Originaltexte ein einer anderen Sprache als in französisch verfaßt worden sind, wird dem Antrag auf Zulassung oder auf Verlängerung der Zulassung eine von einem vereidigten Übersetzer gemachte Übersetzung ins Französische beigelegt.

Diese Bestimmung gilt jedoch nicht für Betriebe, die ihren Gesellschaftssitz in der Deutschsprachigen Gemeinschaft haben.

Art. 4. § 1. Gleich nach Empfang des Antrags auf Zulassung oder auf Verlängerung der Zulassung als Zeitarbeitsbetrieb sowie aller Unterlagen, die aufgrund des vorliegenden Erlasses dem Antrag beigelegt werden müssen, übermittelt die Verwaltung den Antrag und die Anlagen der Kommission mit der Bitte um Stellungnahme.

Ab dem Empfang des Antrags und der in Absatz 1 erwähnten Dokumente verfügt die Kommission über eine Frist von sechzig Tagen, um ein Gutachten auszustellen. Mit der Zustimmung des Ministers darf diese Frist um dreissig Tage verlängert werden. In Ermangelung eines nach Ablauf dieser Frist abgegebenen Gutachtens wird betrachtet, daß die Kommission ein günstiges Gutachten abgegeben hat.

§ 2. Innerhalb von sechzig Tagen ab Empfang des Antrags auf Zulassung ersucht die Kommission den Zeitarbeitsbetrieb, ihr die zusätzlichen Dokumente bzw. Auskünfte zu liefern, die sie als nötig betrachtet, um zu schätzen, ob die Zulassungsbedingungen erfüllt sind. In diesem Fall wird die in § 1 Absatz 2 erwähnte Frist bis zum Empfang der verlangten Dokumente bzw. Auskünfte aufgehoben. Auf Antrag des Zeitarbeitsbetriebs oder auf eigene Aufforderung hört die Kommission die Vertreter des Zeitarbeitsbetriebs. Der Zeitarbeitsbetrieb kann sich von einem Rat helfen lassen.

Die Kommission darf dem Minister die Verweigerung oder die Nichtverlängerung der Zulassung erst vorstellen, nachdem sie die Leiter des Betriebs vorher vorgeladen hat, um sie anzuhören.

Art. 5. § 1. Die Beschlüsse des Ministers, was die Zulassung oder die Verlängerung der Zulassung betrifft, werden dem Antragsteller per Einschreiben amtlich mitgeteilt, der Kommission übermittelt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 2. Im Beschluß hinsichtlich der Gewährung einer Zulassung oder einer Verlängerung der Zulassung wird nämlich die Gültigkeitsdauer der Zulassung angegeben.

§ 3. Der Minister trägt die Zulassung auf einer nummerierten Liste ein. Die Nummer der Zulassung wird dem Zeitarbeitsbetrieb mitgeteilt. Die Liste der zugelassenen Zeitarbeitsbetriebe wird Anfang jedes Jahres im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

KAPITEL III. — Zulassungsentzug

Art. 6. § 1. Aus eigener Initiative oder auf Antrag der Kommission kann der Minister die Zulassung in Anwendung von Artikel 9 des Dekrets entziehen.

§ 2. Unter denselben Bedingungen beauftragt der Minister die aufgrund von Artikel 10 des vorliegenden Erlasses bezeichneten Bediensteten und Beamten damit, eine Untersuchung einzuleiten :

- 1° wenn ernsthafte Anzeichen darauf schließen lassen, daß eine oder mehrere Zulassungsbedingungen von dem Zeitarbeitsbetrieb nicht mehr erfüllt sind;
- 2° wenn sich aus den Tatsachen, von denen die Kommission in Kenntnis gesetzt wurde, Verletzungen oder Verstöße gegen die Gesetzgebung hinsichtlich der Zeitarbeit erweisen.

§ 3. Die Kommission erhält die Inspektionsberichte und die Kopie der Mahnungen, die von den in § 2 erwähnten Bediensteten und Beamten ausgestellt und an die Betriebe gerichtet werden.

§ 4. Nach Vorladung der Leiter des Betriebs, um sie anzuhören, gibt die Kommission dem Minister das verlangte Gutachten ab oder legt ihm einen Entzugsvorschlag vor.

Wenn das Gutachten der Kommission den Entzug günstig oder ungünstig aufnimmt, entzieht der Minister die Zulassung erst, nach Vorladung und Anhörung der besagten Leiter.

§ 5. Die Beschlüsse des Ministers bezüglich des Zulassungsentzugs werden dem Zeitarbeitsbetrieb per Einschreiben amtlich mitgeteilt, der Kommission übermittelt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

KAPITEL IV. — Tätigkeitsbericht

Art. 7. § 1. Zwischen dem 19. und dem 22. Tätigkeitsmonat des zweijährigen Zeitraums, der in Artikel 3 Absatz 1 und 2 des Dekrets vorgesehen ist, übermittelt der Zeitarbeitsbetrieb der Verwaltung einen Tätigkeitsbericht.

Die Verwaltung überprüft den besagten Bericht und übermittelt ihn der Kommission mit etwaigen Bemerkungen.

§ 2. Nach Ablauf der zweijährigen Probezeit richtet der Zeitarbeitsbetrieb innerhalb der drei Monaten vor jedem abgelaufenen zweijährigen Zeitraum einen Tätigkeitsbericht an die Verwaltung.

Art. 8. Der in Artikel 7 des vorliegenden Erlasses erwähnte Tätigkeitsbericht muß die Kommission ermöglichen, eine bessere Kenntnis des von dem Betrieb gedeckten Arbeitsmarktes zu gewinnen.

Er beinhaltet wenigstens das folgende :

- 1° die wirtschaftlichen und finanziellen Verbindungen zwischen dem Zeitarbeitsbetrieb und anderen juristischen und wirtschaftlichen Einrichtungen;
- 2° die Bilanz, die Erfolgsrechnung und die Anlage, die im Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung und die Jahresrechnungen der Betriebe erwähnt sind;

- 3° den Stellenplan des Betriebs;
- 4° die Struktur des eigenen Personals, die Anzahl Arbeiter und deren Qualifikationen;
- 5° die jährlichen Daten bezüglich der Leiharbeitnehmer und der Entleiher, d.h. :
- a) die Anzahl der den Entleihern berechneten Stunden;
- b) die Anzahl der Stunden, für die die Leiharbeitnehmer eine Vergütung bezogen haben; diese Stunden werden nach Branchen und nach Beschäftigungsgrund eingeteilt;
- c) die Anzahl der Leiharbeitnehmer, mit denen mindestens ein Zeitarbeitsvertrag geschlossen wurde; diese Arbeitnehmer werden nach Geschlecht, Alterkategorie, Beruf, beruflichem Statut, Tätigkeitssektor und Beschäftigungsgrund eingeteilt;
- d) die Anzahl der Verträge, die nach Tätigkeitssektor und Beschäftigungsgrund eingeteilt werden;
- e) den angewandten Mindestanrechnungskoeffizient;
- f) die Anzahl der Arbeitsunfälle und ihre Schwere;
- g) alle Informationen über das Einhalten der Gesetzgebung und der Vereinbarungen, die die Zeitarbeit regeln;
- h) den Beweis, daß der Betrieb weder Steuer- noch Beitragsrückstände im Sinne von Artikel 5 8° des Dekrets schuldet.

KAPITEL V. — *Informationen*

Art. 9. § 1. Jeder Zeitarbeitsbetrieb informiert den Minister innerhalb von fünfzehn Tagen per Einschreiben über das folgende :

1° die Ersetzung seiner Verwaltungsratsmitglieder, Geschäftsführer oder Personen, die für die Gesellschaft verbindlich handeln dürfen. Innerhalb derselben Frist übermittelt er ein vor weniger als sechs Monaten ausgestelltes amtliches Leumundszeugnis von diesen Personen;

2° die Abänderungen, die in seinem Gründungsvertrag oder seinen Statuten vorgenommen werden;

3° die Abänderungen, die in den Betriebsbedingungen vorgenommen werden, wie die Adresseänderung, die Verlegung des Gesellschaftssitzes, die Eröffnung oder Schließung der Betriebsstätte;

4° die Einstellung seiner Tätigkeit als Zeitarbeitsbetrieb;

5° seine Fusion oder Übernahme.

§ 2. Der Minister informiert die Kommission innerhalb von fünfzehn Tagen nach Empfang des Einschreibens über die obenerwähnten Abänderungen. Die Kommission übermittelt dem Minister innerhalb von dreißig Tagen nach Empfang dieser Informationen ein Gutachten über die Notwendigkeit, für die zugelassene Gesellschaft, einen neuen Zulassungsantrag einzureichen.

Die zugelassene Gesellschaft behaltet den Genuß der Zulassung während des ganzen im vorigen Absatz bestimmten Verfahrens und bis der Minister über den neuen Zulassungsantrag entschieden hat.

KAPITEL VI. — *Überwachung*

Art. 10. Der Minister bezeichnet innerhalb der Verwaltung die Bediensteten und Beamten, die mit der Durchführung des Dekrets und dessen Durchführungserlasse beauftragt sind.

KAPITEL VII. — *Übergangsbestimmung*

Art. 11. Die Kommission verfügt über eine Frist von neunzig Tagen, um ein Gutachten über die Zulassungsanträge der Zeitarbeitsbetriebe abzugeben, die schon vor der Inkraftsetzung des Dekrets in Anwendung des Gesetzes vom 28. Juni 1976 zur vorläufigen Regelung der Leiharbeit, der Zeitarbeit und der Zurverfügungstellung von Leiharbeitnehmern an Entleiher und des Königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1981 über die Zulassung der Zeitarbeitsbetriebe in der Wallonischen Region zugelassen waren.

KAPITEL VIII. — *Endbestimmungen*

Art. 12. Der vorliegende Erlaß und das Dekret vom 27. Juni 1991 über die Zulassung der Zeitarbeitsbetriebe, mit Ausnahme dessen Artikels 2, treten am ersten Tag des zweiten Monats, der auf den Monat der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* des vorliegenden Erlasses folgt, in Kraft.

Art. 13. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. September 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,
A. LIENARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 93 — 2804

[C — 27481]

9 SEPTEMBER 1993. — *Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 27 juni 1991 betreffende de erkenning van uitzendbureaus*

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 27 juni 1991 betreffende de erkenning van uitzendbureaus;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor de erkenning van de uitzendbureaus;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheden de Begroting behoort;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Voorafgaande bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° het decreet : het decreet van de Waalse Gewestraad van 27 juni 1991 betreffende de erkenning van uitzendbureaus;
- 2° de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden de Tewerkstelling behoort;
- 3° de commissie : de bij artikel 2 van het decreet ingestelde erkenningscommissie;
- 4° de Administratie : de Algemene Directie van Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK II. — Erkenning

Art. 2. De erkenning als uitzendbureau of de vernieuwing van de erkenning wordt door de Minister toegekend.

Art. 3. § 1. De aanvraag tot erkenning of tot vernieuwing van de erkenning als uitzendbureau wordt bij een ter post aangetekende brief aan de Minister gericht.

De aanvraag tot vernieuwing van de erkenning wordt bij de Minister ingediend ten minste drie maanden vóór het einde van de geldigheidsduur van de erkenning.

§ 2. De aanvraag tot erkenning of tot vernieuwing van de erkenning van een uitzendbureau waarvan de maatschappelijke zetel in het Waalse Gewest gevestigd is, wordt gestaafd door volgende stukken :

- 1° een eensluidend afschrift van de oprichtingsakte van de handelsvennootschap waarvan de statuten de tijdelijke tewerkstelling van uitzendarbeiders bij gebruikers als exclusieve activiteit voorzien;
- 2° de naamlijst van de bestuurders, beheerders, lasthebbers of personen die de onderneming kunnen verbinden, alsook een getuigschrift van goed zedelijk gedrag dat niet ouder dan zes maanden is voor ieder van hen;
- 3° het bewijs dat de vennootschap een met minstens 1 250 000 BEF volgestort kapitaal heeft;
- 4° het document waarbij de vennootschap zich verbindt de bij artikel 5, 9° tot 13°, van het decreet gestelde voorwaarden na te leven;
- 5° een verklaring op erewoord dat de bij artikel 5, 3° tot 7°, van het decreet gestelde voorwaarden vervuld zijn;
- 6° het bewijs dat de vennootschap niet verschuldigd is van achterstand van belastingen of van bijdragen in de zin van artikel 5, 8°, van het decreet.

§ 3. Indien een bureau, waarvan de maatschappelijke zetel in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, in het Vlaamse Gewest of in een andere lidstaat van de Europese Economische Gemeenschap gevestigd is, een aanvraag tot erkenning of vernieuwing van erkenning indient, moeten de in § 2 bedoelde stukken er bijgevoegd worden of de stukken waarbij bevestigd wordt dat het bureau, in het gewest of in de Staat waar zijn maatschappelijke zetel gevestigd is, recht heeft op een erkenning of op een machtiging waarvan de toekenning onderworpen is aan alle voorwaarden die overeenstemmen met welke van kracht zijn in het Waalse Gewest. De aanvraag vermeldt bovendien de naam van de in artikel 6, § 1, van het decreet bedoelde natuurlijke persoon wonende in België; een getuigschrift van goed zedelijk gedrag dat niet ouder dan zes maanden is, wordt er ook bijgevoegd.

De aanvraag bestaat bovendien uit :

- 1° een kopie van de erkenning toegekend door het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, het Vlaamse Gewest of door het land van herkomst dat deel uitmaakt van de Europese Economische Gemeenschap indien het uitzendbureau er recht op heeft;
- 2° het document met de naam van de in artikel 6, § 1, van het decreet bedoelde natuurlijke persoon wonende in België, alsook zijn getuigschrift van goed zedelijk gedrag.

§ 4. Indien een bureau, waarvan de maatschappelijke zetel niet op het grondgebied van een lidstaat van de Europese Economische Gemeenschap gevestigd is, een aanvraag tot erkenning of vernieuwing van erkenning indient, moeten de in § 2 bedoelde stukken er bijgevoegd worden en, indien deze stukken niet voorgelegd kunnen worden, alle stukken die de commissie in staat stellen te oordelen of het aan in zijn land van herkomst gelijkaardige voorwaarden voldoet voor wat betreft de in artikel 5 van het decreet bedoelde voorwaarden die het uitzendbureau niet kan vervullen.

De aanvraag bevat bovendien :

- 1° een kopie van de erkenning of van de machtiging, die nodig zijn in het land waar het bureau zijn maatschappelijke zetel heeft, indien het bij de reglementering van dat land voorzien is;
- 2° de naam van de in artikel 7, 1°, van het decreet bedoelde natuurlijke persoon wonende in België, alsook een getuigschrift van goed zedelijk gedrag dat niet ouder dan zes maanden is;
- 3° het bewijs dat het actief werkt als uitzendbureau in zijn land van herkomst;
- 4° het bewijs dat het lid is van een in België erkend maatschappelijk secretariaat voor werkgevers;
- 5° een kopie van de in zijn land van herkomst van toepassing zijnde wetteksten en reglementeringen inzake uitzendarbeid.

§ 5. Indien de originele teksten in een andere taal dan het Frans opgesteld zijn, wordt een door een beëdigde vertaler bezorgde Franse vertaling bij de aanvraag tot erkenning of tot vernieuwing van de erkenning gevoegd.

Deze bepaling is echter niet toepasselijk op de bedrijven waarvan de maatschappelijke zetel in de Duitstalige Gemeenschap gevestigd is.

Art. 4. § 1. Zodra zij de aanvraag tot erkenning of tot vernieuwing van erkenning als uitzendbureau ontvangt, alsmede alle stukken die krachtens dit besluit er bijgevoegd moeten worden, doet de Administratie de aanvraag en de bijlage aan de commissie toekomen voor advies.

Vanaf de ontvangst van de in het eerste lid bedoelde aanvraag en stukken beschikt de commissie over een termijn van zestig dagen om een advies te geven. Deze termijn kan met dertig dagen verlengd worden indien de Minister zijn instemming geeft. Bij gebreke van een advies te hebben gegeven binnen deze termijn wordt de commissie geacht een gunstig advies te hebben gegeven.

§ 2. Binnen een termijn van zestig dagen vanaf de ontvangst van de aanvraag tot erkenning vraagt de commissie bijkomende stukken of inlichtingen aan het bureau, welke zij nodig acht om vast te stellen of de erkenningsvoorwaarden vervuld zijn. In dat geval wordt de in § 1, tweede lid, bedoelde termijn onderbroken tot het ogenblik van de ontvangst van de gevraagde stukken of inlichtingen. Op verzoek van het uitzendbureau of op uitnodiging van de commissie worden de vertegenwoordigers van het uitzendbureau door deze commissie verhoord. Het uitzendbureau kan zich laten bijstaan door een raadsman.

De commissie kan de weigering of de niet-vernieuwing van de erkenning enkel aan de Minister voorstellen nadat zij de verantwoordelijken van het bureau voorafgaand uitgenodigd heeft om ze te verhoren.

Art. 5. § 1. De beslissingen van de Minister inzake erkenning of vernieuwing van erkenning worden aan de aanvrager bij een ter post aangetekende brief betekend, aan de commissie overgemaakt en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 2. De beslissing betreffende de toekenning van een erkenning of van een erkenningsverlenging vermeldt onder meer de duur van de geldigheid van de erkenning.

§ 3. De erkenning wordt door de Minister op een genummerde lijst geregistreerd. Het erkenningsnummer wordt aan het uitzendbureau betekend. De lijst van de erkende uitzendbureaus wordt in het begin van ieder jaar in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

HOOFDSTUK III. — *Intrekking van de erkenning*

Art. 6. § 1. Uit eigen beweging of op verzoek van de commissie kan de Minister de erkenning intrekken bij toepassing van artikel 9 van het decreet.

§ 2. Onder dezelfde voorwaarden belast de Minister de overeenkomstig artikel 10 van dit besluit aangestelde agenten en ambtenaren met een onderzoek in te stellen naar :

1° ernstige aanwijzingen die laten veronderstellen dat één of meerdere erkenningsvoorwaarden niet meer door het uitzendbureau vervuld zijn;

2° ter kennis van de commissie gebrachte feiten, die tekortkomingen of inbreuken op de wetgeving op de uitzendarbeid aanduiden.

§ 3. De commissie ontvangt de inspectieverslagen en de kopie van de berichten opgesteld door de in § 2 vermelde agenten en ambtenaren en gericht aan de bureaus.

§ 4. Nadat zij de verantwoordelijken van het bureau uitgenodigd heeft om ze te verhoren, geeft de commissie het gevraagde advies aan de Minister of legt hem een voorstel tot intrekking voor. Indien het advies van de commissie gunstig of ongunstig is voor de intrekking trekt de Minister de erkenning slechts in nadat hij voorafgaand genoemde verantwoordelijken uitgenodigd heeft voor een verhoor.

§ 5. De beslissingen van de Minister inzake intrekking van de erkenning worden aan het uitzendbureau bij een ter post aangetekende brief betekend, aan de commissie overgemaakt en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

HOOFDSTUK IV. — *Activiteitsverslag*

Art. 7. § 1. Het uitzendbureau doet een activiteitsverslag aan de Administratie toekomen tussen de 19e en de 22e maand activiteiten van de periode van twee jaar voorzien bij artikel 3, eerste en tweede lid van het decreet.

De Administratie onderzoekt voormeld verslag en doet het aan de commissie toekomen met zijn eventuele opmerkingen.

§ 2. Na verloop van de proefperiode van twee jaar doet het bureau een activiteitsverslag aan de Administratie toekomen binnen drie maanden die elke afgelopen periode van twee jaar voorafgaat.

Art. 8. Het in artikel 7 van dit besluit bedoelde activiteitsverslag moet de commissie in staat stellen een betere kennis van de door het bureau gedekte arbeidsmarkt te krijgen.

Het bevat ten minste volgende gegevens :

1° de economische en financiële banden tussen het uitzendbureau en andere juridische en economische eenheden;

2° de balans, de resultatenrekening en de bijlage bedoeld bij de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen;

3° het organogram van het bureau;

4° de structuur van het eigen personeel, het aantal werknemers en hun kwalificaties;

5° de jaarlijkse gegevens betreffende de uitzendarbeiders en de gebruikers, met name :

a) het aantal uren dat aan de gebruikers gefactureerd is;

b) het aantal uren waarvoor een loon door de uitzendarbeiders ontvangen werd, ingedeeld per activiteitsector en volgens de reden van de tewerkstelling;

c) het aantal uitzendarbeiders met wie ten minste één uitzendarbeidsovereenkomst werd aangegaan, ingedeeld volgens het geslacht, de ouderdomscategorie, het beroep, het professioneel statuut, de activiteitsector en de reden van de tewerkstelling;

d) het aantal overeenkomsten ingedeeld volgens de activiteitssector en de reden van de tewerkstelling;

e) de minimale toegepaste facturatiecoëfficiënt;

f) het aantal arbeidsongevallen en de ernst ervan;

g) alle inlichtingen betreffende de naleving van de reglementering en de overeenkomsten inzake uitzendarbeid;

h) het bewijs dat het bureau niet verschuldigd is van achterstand van belastingen of van bijdragen in de zin van artikel 5, 8°, van het decreet.

HOOFDSTUK V. — *Inlichtingen*

Art. 9. § 1. Ieder uitzendbureau licht de Minister in, binnen vijftien dagen per aangetekende brief, over :

1° de vervanging van zijn administrateurs, beheerders of van personen die de vennootschap kunnen verbinden. Het doet hem binnen hetzelfde termijn een getuigschrift toekomen van goed zedelijk gedrag van deze personen dat niet ouder dan zes maanden is;

2° wijzigingen in zijn oprichtingsakte of in zijn statuten;

3° wijzigingen in de uitbatingsomstandigheden zoals adresverandering, verplaatsing van de maatschappelijke zetel, opening of sluiting van uitbatingszetels;

4° het einde van zijn activiteit als uitzendbureau;

5° zijn fusie of opslorping.

§ 2. De Minister licht de commissie in over de hierboven vermelde wijzigingen binnen vijftien dagen na hun ontvangst. Binnen dertig dagen na ontvangst van deze inlichtingen doet de commissie haar advies aan de Minister toekomen over de noodzaak dat de erkende vennootschap een nieuwe aanvraag tot erkenning indient.

Het erkende bureau behoudt het voordeel van de erkenning tijdens de in het vorig lid vastgestelde procedure en totdat de Minister een beslissing genomen heeft over de nieuwe erkenningsaanvraag.

HOOFDSTUK VI. — Toezicht

Art. 10. De Minister stelt, binnen de Administratie, de agenten en ambtenaren aan die belast zullen zijn met het toezicht over de toepassing van het decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten.

HOOFDSTUK VII. — Overgangsbepalingen

Art. 11. De commissie beschikt over een termijn van negentig dagen om een advies te geven over de aanvragen tot erkenning van de uitzendbureaus die reeds recht hadden op een erkenning vóór de inkrachtreding van het decreet en bij toepassing van de wet van 28 juni 1976 houdende voorlopige regeling van de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers en van het koninklijk besluit van 16 december 1981 betreffende de erkenning van uitzendbureaus in het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK VIII. — Slotbepalingen

Art. 12. Dit besluit en het decreet van 27 juni 1991 betreffende de erkenning van uitzendbureaus, uitgezonderd artikel 2 ervan, treden in werking op de eerste dag van de tweede maand na de maand tijdens welke dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 13. De Minister, tot wiens bevoegdheden de Tewerkstelling behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 september 1993.

De Voorzitter van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

A. LIENARD

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE

Régie des bâtiments. — Promotions

Par arrêté ministériel du 15 septembre 1993, M. Kesteloot, Lucien, conseiller (administratif), est promu par avancement de grade, au grade de premier conseiller (emploi administratif) aux Services Administratifs Généraux, dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1er avril 1993.

Par arrêté ministériel du 15 septembre 1993, M. Robbeets, Jean-Pierre, ingénieur industriel-directeur, est promu par avancement de grade, au grade de premier conseiller (emploi administratif/technique) aux Services Administratifs Généraux, dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 1er avril 1993.

Par arrêté ministériel du 15 septembre 1993, M. Biart, Georges, ingénieur principal-chef de service, est promu par avancement de grade, au grade d'ingénieur en chef-directeur (emploi sans spécialité) aux Services Extérieurs Bruxellois, à partir du 1er avril 1993.

Par arrêté ministériel du 15 septembre 1993, M. Weverbergh, Michel, ingénieur principal, est promu par avancement de grade, au grade d'ingénieur en chef-directeur (emploi du groupe « Construction ») aux Services Extérieurs Wallons, à partir du 1er avril 1993.

Par arrêté ministériel du 15 septembre 1993, M. Nijs, Herman, ingénieur industriel principal, est promu par avancement de grade, au grade d'ingénieur industriel-chef de service (emploi sans spécialité) dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1er avril 1993.

Par arrêté ministériel du 15 septembre 1993, M. Mangelinckx, Willy, ingénieur industriel principal, est promu par avancement de grade au grade d'ingénieur industriel-chef de service (emploi du groupe « electro ») dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1er avril 1993.

MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR

Regie der gebouwen. — Bevorderingen

Bij ministerieel besluit van 15 september 1993, wordt de heer Kesteloot, Lucien, adviseur (administratief), door verhoging in graad bevorderd tot de graad van eerste adviseur (administratief) bij de Algemene Administratieve Diensten, in een betrekking van het Nederlands kader, met ingang van 1 april 1993.

Bij ministerieel besluit van 15 september 1993, wordt de heer Robbeets, Jean-Pierre, industrieel ingenieur-directeur, door verhoging in graad bevorderd tot de graad van eerste adviseur (administratief/technisch) bij de Algemene Administratieve Diensten, in een betrekking in het Frans taalkader, met ingang van 1 april 1993.

Bij ministerieel besluit van 15 september 1993, wordt de heer Biart, Georges, eerstaanwend ingenieur-hoofd van dienst, door verhoging in graad bevorderd tot de graad van hoofdingenieur-directeur (betrekking zonder specialiteit) bij de Brusselse Buitendiensten, met ingang van 1 april 1993.

Bij ministerieel besluit van 15 september 1993, wordt de heer Weverbergh, Michel, eerstaanwend ingenieur, door verhoging in graad bevorderd tot de graad van hoofdingenieur-directeur (betrekking « bouw ») bij de Waalse Buitendiensten, met ingang van 1993.

Bij ministerieel besluit van 15 september 1993, wordt de heer Nijs, Herman, eerstaanwend industrieel ingenieur, door verhoging in graad bevorderd tot de graad van industrieel ingenieur-hoofd van dienst (betrekking zonder specialiteit) in een betrekking van het Nederlands kader, met ingang van 1 april 1993.

Bij ministerieel besluit van 15 september 1993, wordt de heer Mangelinckx, Willy, eerstaanwend industrieel ingenieur, door verhoging in graad bevorderd tot de graad van industrieel ingenieur-hoofd van dienst (betrekking « electro ») in een betrekking van het Nederlands kader, met ingang van 1 januari 1993.